

1. Grâce au Seigneur Dieu, le Tout-Puissant, Lui qui nous a gardés et guidés tout au long de l'année qui vient de s'écouler.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

2. Je vous remercie, pour votre présence et particulièrement, Vous, Monsieur le Doyen du corps diplomatique, pour les vœux du nouvel an 2022 que vous venez de formuler à Mon endroit, à l'endroit de Ma famille et à celui du peuple Burundais, au nom du Corps Diplomatique et Consulaire et des Organisations Internationales accrédités au Burundi.

3. Permettez-Moi, Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions diplomatiques et Consulaires et Représentants des Organisations Internationales, de vous souhaiter, à Mon tour, une bonne et heureuse année 2022 pour vous-mêmes, pour vos familles, pour vos pays et pour vos organisations, une année de bonne santé, de bonheur, de prospérité et de succès dans vos nobles et exaltantes tâches de représenter vos pays et vos Organisations respectifs.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

4. Au cours de l'année 2021, il s'est passé beaucoup de choses, beaucoup d'évènements ; des exploits et des épreuves.

On peut retenir la levée des sanctions contre le Burundi par certains Etats et organisations internationales, le retrait du

Burundi de l'agenda politique du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Union africaine et le retour de la confiance recouvrée de la communauté internationale envers le Burundi.

On ne peut passer des attaques terroristes des groupes venus du Rwanda qui ont endeuillé des familles juste au début de l'année 2021. Nous saluons le Gouvernement du Rwanda qui a remis quelques-uns parmi ce groupe pour qu'ils soient jugés par la justice burundaise.

5. Nous commençons ainsi, cette nouvelle année avec la ferme détermination de redresser sensiblement l'économie du Burundi, pour entamer la voie de se tirer de la liste des pays « pauvres » à assister.

Après tant d'années d'analyse de ce qui retarde le développement du Burundi, nous avons trouvé que tous les atouts sont disponibles mais que nous avons été distraits par des conflits répétitifs qui ont marqué notre histoire.

Contrairement à ce qui se dit, ce n'était pas des conflits ethniques du moment que ces ethnies n'ont pas de leaders commandant .

Non plus ce n'est pas ces conflits qui sont à la source de la pauvreté aussi ce n'est pas la pauvreté qui est source de ces conflits ; C'est en réalité l'égoïsme qui est la source de tout mal dans le pays.

En effet, on a découvert à travers les témoignages recueillis par la CVR que le Burundi a vécu un véritable apartheid depuis l'arrêté du roi Belge du 21 aout 1925 qui instituait la

discrimination d'une très grande partie de la population dans leur patrie.

De là vous comprenez que ce n'est pas une partie des citoyens qui a persécuté l'autre mais ce sont les hommes au pouvoir en place qui voulait mettre une partie des citoyens hors d'état de pouvoir revendiquer leur droits en tant que citoyens.

Dès lors, le pouvoir ne s'occupait plus de la vie des citoyens mais s'occupait des conflits. C'est cet égoïsme acharné qui est à la base de la pauvreté au Burundi. Ne cherchez pas ailleurs. Maintenant c'est le moment de remettre les pendules à l'heure. Pour corriger, nous devons avoir des leaders qui se soucient du bien-être des citoyens ; c'est cela notre pari.

Nous avons été en retard en ce qui est du développement, mais c'est pour cela que vous constatez tous qu'aujourd'hui le pays se métamorphose du jour au jour. Le Burundi est en chantier partout.

Comme les conflits ont duré longtemps, beaucoup de cadres ne se retrouvent pas. Nous devons fournir beaucoup d'efforts pour inoculer une dose de changement de mentalité et de comportement à nos cadres ; ce sont ces séances de moralisation que vous me voyez organiser dans les provinces.

Notre cheval de bataille est la bonne gouvernance et la justice pour donner l'image d'une autorité digne d'abord, qui a conscience de la protection des droit de l'homme et de la promotion de la justice sociale et ensuite capable de stimuler l'activisme des citoyens pour les rendre actifs et aussi pour leur permettre d'être bénéficiaire du produit de leur travail.

Notre objectif est que chaque citoyen, sans aucune exception, soit en même temps acteur et bénéficiaire du développement. Il doit y avoir de la place pour tous, c'est cela l'objectif de notre combat.

Mais cela n'est pas possible que si le gouvernement accepte de prendre le taureau par les cornes et d'intervenir pour booster l'économie du pays. Pour ce faire, nous avons besoin de l'appui de vous, nos partenaires.

Il est vrai, nous avons des ressources naturelles, nous avons un peuple déterminé mais tant nous manque. Nous avons besoin des ressources humaines ayant les capacités requises pour exploiter ces ressources et un capital financier pour la mise en place des infrastructures permettant effectivement de transformer nos ressources.

Nous avons donc besoin des partenaires sincères et engagés pour nous accompagner à travers une coopération mutuellement avantageuse car nous ne sommes pas sur terre pour être dépendants des autres. Nous devons apprendre à marcher mais comme nous sommes au début nous avons besoin en quelque sorte d'un appui.

Demandez moi où nous en sommes sur ce long chemin que nous entamons qui va continuer jusqu'à la relève par une autre génération, le combat contre la pauvreté ne se termine jamais car chaque temps amène ses besoins et ses peines. Si ce n'était pas ainsi, vous autres qui avez été stables depuis longtemps, vous serez en repos depuis des années.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

6. Quand nous avons achevé le processus d'organisation et d'exercice du pouvoir par l'adoption de la constitution issu du dialogue inclusif inter burundais, il a été organisé des élections démocratiques, libres, transparentes et apaisées.

Les institutions issues de ces élections sont maintenant à l'œuvre, et le peuple en est satisfait sauf les esprits du mal qui ne peuvent pas manquer sur terre.

Il y a des signes qui ne trompent pas.

Excellences Mesdames Messieurs,

Je crois que c'est la première fois au monde qu'un peuple change de façon spontanée son comportement. C'est une exception quand les réfugiés ressortissants d'un pays s'adressent directement à l'autorité du même pays qu'il ont fui pour demander qu'on puisse les aider en facilitant leur retour. Cela montre qu'il reconnaisse que l'autorité burundaise est réellement devenu un bon père de famille.

Et, qui plus est, ceux qui ont pu exercer une profession dans les pays hôtes ont préféré changer leur statut de réfugié pour être simplement un membre de la diaspora.

Et à l'intérieur du pays, nous nous réjouissons que les déplacés ne veulent plus porter ce qualificatif de déplacés car les tensions ne sont plus là. D'ailleurs maintenant certains ne cachent pas leur joie en disant qu'à quelque chose malheur est bon, qu'ils n'espéraient pas vivre à proximité des infrastructures d'utilité socio-économique et ils préfèrent maintenant intégrer

les villages de paix que le gouvernement compte ériger dans un proche avenir.

Nous nous attelons aussi à déconstruire les conséquences de l'histoire sombre que le Burundi a vécu, par la recherche de la vérité et la réécriture de notre vraie histoire et en luttant définitivement contre la discrimination en intégrant le groupe des Batwa qui reste marginalisé dans certains coins du pays.

Nous voulons redonner de l'espoir au peuple burundais, espoir d'un avenir meilleur, espoir d'un bien-être socio-économique dans le pays. Et cela doit se chercher ensemble sans laisser personne à côté. « Citoyens acteur, citoyens bénéficiaire », c'est notre but principal.

7. Ainsi, reconnaissant le rôle joué par l'agriculture dans l'économie d'un pays, c'est par là que nous avons commencé. Chaque bouche doit avoir à manger, chaque poche doit avoir de l'argent. Et, ensemble, tout est possible.

C'est dans cette optique que nous avons dédié cette année à l'agriculture. L'année 2022, une « Année de l'agriculture au Burundi » sous le thème général « L'agriculture, socle de l'économie nationale ».

Nous considérons, en effet, que l'agriculture est le fondement, la base même du développement. A cet égard, un adage burundais le confirme parfaitement : « Hakora mu nda », qui se traduit en ceci : c'est du ventre que vient la force du travail.

8. C'est une véritable révolution agricole que nous appelons de notre vœu, mais elle passera avant tout par le changement des

mentalités car dans le passé récent, l'agriculture était un métier réservé aux pauvres. Un agriculteur était réputé pauvre dans notre pays, nous voulons changer cette considération.

Nous mobilisons maintenant la population à s'investir pour augmenter la production pour non seulement manger, mais aussi pour pouvoir vendre et exporter. La stratégie efficace et qui a trouvé l'adhésion des citoyens est le groupement des ménages et la mise en commun des terres. A celle ci s'ajoute l'initiation des mouvements coopératifs agricoles qui commence aussi à voir l'adhésion des investisseurs.

Et, pour faciliter tout cela, l'Etat met à la disposition des coopératives des terres domaniales pour exploitation et cela crée un partenariat tripartite : Investisseur-Coopérative-gouvernement.

Cette méthode a été efficace d'autant plus que le gouvernement a les facilités d'intervenir que ce soit techniquement ou dans l'octroi des subventions agricoles.

C'est pour cela que les résultats sont nets : le Burundi n'a plus besoin d'importer les produits alimentaires car la production agricole satisfait le marché intérieur.

Bien entendu, les défis restent sur la conservation et la transformation de ces produits agricoles.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

9. Quand nous parlons de l'agriculture, cela implique immédiatement la question de l'environnement, un sujet que

nous partageons tous en tant que communauté humaine sur terre.

Des efforts remarquables sont consentis dans le secteur de la protection de l'environnement, par le reboisement, le traçage des courbes de niveau afin de protéger les terres en luttant contre l'érosion et faciliter l'infiltration de l'eau dans le sol avant d'arriver dans les marais. Ceci aussi permet la conservation des ressources en eau potable car l'eau du Burundi est naturellement potable, vous le savez, le lac Tanganyika constitue une réserve importante d'eau douce dans le monde.

Nous progressons dans ce secteur en encourageant les citoyens à creuser des cuves de collecte d'eau de pluie dans les ménages pour s'en servir et aussi pour aménager des étangs piscicoles.

Mais tant s'en faut dans ce domaine, nous avons besoin de l'appui du fonds climat pour rendre tout le pays couvert.

10. En vous apprenant cela, je ne doute pas que vous, partenaires au développement, allez accompagner et apporter votre soutien pour augmenter la production agricole et à faire face aux changements climatiques afin de combattre et vaincre définitivement la pauvreté.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

11. Par rapport à d'autres secteurs, je me réjouis particulièrement du pas franchi dans la consolidation de la paix et de la sécurité au Burundi. Moi-même et Ma famille, venons de jouir de cette situation en parcourant toutes les collines et les plateaux du Burundi, de jour comme de nuit, pour profiter du patrimoine touristique et culturel que le Bon Dieu a gratifié à notre pays.

12. Dans ce cadre, le Gouvernement envisage concentrer ses efforts de développement dans ce secteur touristique afin qu'il puisse jouer réellement son rôle de booster l'économie nationale. J'encourage le Ministère en charge des affaires étrangères de profiter de la semaine diplomatique organisée chaque année pour encore une fois faire découvrir le Burundi à nos partenaires, leur montrer ses divers attraits touristiques ainsi que ses énormes potentialités que regorgeait notre chère patrie.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

13. La bonne gouvernance en matière d'administration publique, de justice, des droits de l'homme, de la lutte contre l'impunité, la corruption et les détournements des deniers publics, restent bel et bien dans nos préoccupations et le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour éradiquer ces fléaux.

Nous avons besoin du partage équitable de la chose publique, de la gestion saine et harmonieuse du patrimoine national pour qu'il soit effectivement le capital du développement et du bien-être de chaque citoyen.

Nous avons également besoin du respect des droits de l'homme par la promotion de la liberté d'expression et d'opinion dans le respect de la loi et des mœurs mais aussi sans omettre la question lutte contre l'impunité quel que soit l'auteur du crime.

Je me félicite que la plupart de mes compatriotes comprennent progressivement qu'il s'agit d'un combat commun où chacun doit contribuer et se sentir redevable devant le peuple qui nous a mandaté.

Dans cette logique, Nous apprécions à juste titre le rapport de la Commission vérité Réconciliation, qui vient éclairer l'opinion sur le passé douloureux de notre pays et repanser les cœurs brisés vers une réconciliation effective. Je tiens ici à vous informer que les enquêtes continuent car pour juguler un fléau, on doit remonter à ses origines, les traiter en amont et en aval afin de chercher des mécanismes de gestion de ses conséquences.

Ce que je vous garanti est que le traitement respectera les principes fondamentaux des droits de l'homme surtout l'interdiction des sanctions collectives et la responsabilité individuelle d'un crime.

Le gouvernement rassure le peuple et surtout les victimes des crimes commis par la garantie de non répétition. C'est ce qui nous occupe en ces jours et nous nous réjouissons que les esprits des burundais se soient petit à petit apaisés malgré ces blessures.

14. Nous devons effectivement parvenir à une vision commune des réalités et des attentes du pays. Et c'est pour cette raison

que j'anime moi-même des séances de moralisation à l'endroit de tous les citoyens pour le changement de mentalités et l'éveil de leur conscience nationale.

C'est dans cet ordre que nous voulons toujours faire participer tous les intervenants dans la vie nationale car comme le disait Ghandi : « tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi », nous devons créer la confiance en l'avenir pour tous les burundais.

C'est aussi dans ce cadre que nous avons organisé le Forum national sur le développement du Burundi, la Mini-table ronde avec tous les partenaires au développement, les différentes rencontres avec les jeunes et des hauts cadres de l'Etat ainsi que diverses séances de réflexion sur l'avenir du Burundi sans oublier l'animation des émissions publiques.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

15. S'agissant de nos relations internationales, Nous devons poursuivre le renforcement de nos liens d'amitié et de coopération avec tous nos partenaires et nous enregistrons de nouveaux amis, avec lesquels nous avons conclu des accords de collaboration dans divers domaines d'intérêt commun.

Nous voudrions réaffirmer la détermination du Gouvernement du Burundi à œuvrer ensemble avec tous les Etats et organisations dans le monde pour la promotion d'un partenariat mutuellement

avantageux dans la confiance réciproque et dans le respect de la souveraineté de tout un chacun.

16. Je saisis cette occasion pour saluer la récente décision du Président américain, Son Excellence Joe Biden, de lever l'état d'urgence concernant la situation au Burundi et la fin des sanctions ciblées contre certaines hautes personnalités burundaises.

J'invite les quelques rares partenaires qui ne l'ont pas encore fait ou qui sont sur le point de le faire de passer à l'action car rien ne justifie le maintien des sanctions contre le peuple burundais si ce n'est que pour les décourager dans leur voie de développement et mettre les bâtons dans les roues des investisseurs qui voudraient investir au Burundi.

17. Nous sommes fiers des relations que le Burundi entretient avec les pays africains et d'ailleurs dans le monde. Nous avons compris que le dialogue et la concertation doivent guider nos réflexes quotidiens. Ainsi s'inscrivent-elles dans cette logique nos visites diplomatiques effectuées de part et d'autre, de même que les diverses rencontres bilatérales, sous régionales et régionales. Nous avons la ferme volonté de renforcer davantage ces relations parce que nous sommes convaincus que la cohabitation harmonieuse est le cordon ombilical de la stabilité et du développement.

Un voisin, qu'il soit bon ou moins bon, mauvais ou pas, reste un voisin ; tout comme on ne choisit pas ses parents, il ne nous appartient pas de choisir nos voisins, c'est une donnée naturelle,

et on lui doit le bon voisinage, pour dire concrètement le respect mutuel.

Nous sommes tous des humains, nous avons été tous créés dans la même matière, nous avons les mêmes besoins en quantité et en qualité, et en fin de compte nous sommes les mêmes.

Il n'y a pas de raison de nous haïr ou de se saboter mutuellement. On n'a rien apporté sur terre, et on laissera tout ici.

18. Dans le secteur de l'intégration régionale, le Burundi développera davantage sa participation active dans les organisations sous régionales et régionales auxquelles il a adhéré, tant qu'elles constitueront une garantie de la paix et de la sécurité collective ainsi qu'un véritable levier de développement.

Ce que nous ne voulons pas et qui n'entreront jamais dans nos idées, c'est être partie au conflit . Nous voulons être partie à la solution.

Nous avons besoin de la paix et de la tranquillité, de l'amour et de la cohabitation pacifique entre les peuples du monde. Nous prions toujours pour la réalisation de ce rêve.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

19. Le monde d'aujourd'hui doit plus que jamais reconnaître qu'il a un destin commun en vue de faire face, ensemble, aux défis qui se dressent sur son chemin. Je voudrais ici souligner deux défis fondamentaux actuels qui nous guettent tous :

Le premier défi fondamental pour nos nations, c'est le défi de la sécurité.

La lutte contre le terrorisme est devenue la principale préoccupation dans le monde entier. Beaucoup de pays en ont souffert et en souffrent aujourd'hui, avec des coûts énormes en vies humaines et en moyens matériels et infrastructurels.

Le Burundi va continuer à apporter résolument son appui à la lutte contre le terrorisme et les différentes formes de menaces à la sécurité mondiale à travers les Missions Internationales de maintien de la paix.

20. Je dois rappeler que le Burundi s'oppose catégoriquement à tout changement de régime par la force ou tout autre moyen anticonstitutionnel.

A ce titre, le Gouvernement, le peuple burundais et Moi-même, condamnons avec la dernière énergie les coup d'Etat qui se perpétuent en Afrique contre les institutions démocratiquement élues.

Les temps sont révolus, toute tendance à renverser les institutions devrait être bannie.

Vouloir le pouvoir ne signifie pas user de la force, il faut passer par des voies légales, légitimes et surtout démocratique pour permettre au peuple de s'exprimer de façon libre et pacifique. Ayons de la patience, les termes du mandat ne sont pas la vie d'un peuple. De la même manière que nous sommes contre les coups d'Etat, nous le sommes autant contre des sanctions injustes imposées contre le peuple du pays concerné. Dans un pays avec de telles difficultés, il faut plutôt avoir de la

compassion envers les paisibles citoyens, les aider au lieu de les enfoncer dans le gouffre ; sinon ce serait une forme de sanction collective que la communauté internationale a, pourtant, toujours décriée.

21. L'autre grand défi est la pandémie de Covid-19. A l'instar du défi sécuritaire, la lutte contre cette pandémie a montré les limites des actions individuelles.

Nous nous réjouissons de l'inauguration, le 19 janvier 2022 au Cap, de la première unité de fabrication du vaccin anti-COVID du continent africain. Nous devons cependant continuer à conjuguer nos efforts pour espérer anéantir cette terrible pandémie.

Toute démarche dans la lutte contre cette pandémie doit se faire dans l'esprit de la solidarité internationale, qui est un des principes de la Charte des Nations Unies.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

22. Ces défis majeurs, de même que ceux que je n'ai pas cités comme le changement climatique, la migration internationale, la lutte contre les armes nucléaires et de destruction massive, relèvent de notre responsabilité collective.

Il nous faut renforcer une action collective, durable et déterminée. Soyons donc constamment vigilants et exigeants. Nos peuples ont besoin de s'épanouir, être des citoyens du monde et gagner la vie partout là où c'est possible.

En Kirundi on dit : Aho ukuye ibondo uhita iwanyu, pour traduire : “nous n’appartenons réellement que là nous trouvons le bonheur” Laissons nous donc le droit de choisir où nous voulons vivre; “je peux vivre chez-toi comme tu peux vivre chez-moi”

23. Je saisis alors cette occasion pour vous partager la nouvelle stratégie diplomatique de notre politique, axée sur quatre piliers à savoir l’attrait des investisseurs étrangers, les échanges commerciaux, le transfert des technologies ainsi que le développement des infrastructures à travers des partenariats mutuellement avantageux et gagnant-gagnant.

Du côté du Gouvernement, je tiens à vous rassurer que le Burundi dispose, aujourd’hui, d’un code des investissements le plus attrayant de la région et qui protège bien les investisseurs. Si dans le passé les investisseurs ont eu des difficultés, oublions les imperfections d’hier et fixons-nous sur l’avenir.

24. C’est par cet appel que Je souhaite terminer mon allocution tout en vous réitérant, Distingués Membres du Corps Diplomatique et Représentants des Organisations Internationales, Mes vœux de réussite et de prospérité pour vous-mêmes, pour vos familles et pour les Nations et Organisations que vous représentez.

25. Je vous prie à cet effet de lever vos verres et de boire à la nouvelle année 2022 et à tout le bonheur qu’elle nous apportera.

Que le Tout-Puissant vous comble de toutes ses bénédictions ;

Je vous remercie de votre aimable attention.